

Pour être admis aux épreuves, le candidat doit produire :

1^o un certificat d'aptitude physique délivré, soit par le médecin de l'établissement où le candidat se prépare, soit par un médecin du Service de Santé administratif et établi conformément au modèle prévu par le Ministère de la Santé publique et de la Famille, qui sera transmis par l'Administration de l'enseignement secondaire sur simple demande;

2^o un certificat de bonnes vie et mœurs;

3^o un extrait de l'acte de naissance;

4^o une copie certifiée conforme par l'autorité communale de son brevet d'hospitalier(ère) ou d'assistant(e) en soins hospitaliers obtenu depuis un an au moins;

5^o un carnet de stages constatant qu'il a effectué avec fruit au moins sept cents heures de stages après l'obtention de son brevet d'hospitalier(ère) ou d'assistant(e) en soins hospitaliers, d'hospitalier(ère) ou assistant(e) en soins hospitaliers, spécialité psychiatrie;

6^o le programme choisi, dûment certifié conforme par la direction de l'établissement.

Les dossiers incomplets et les inscriptions tardives ne seront pas pris en considération.

(La presse est invitée à reproduire cet avis.)

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Université de l'État à Liège. — Cours à conférer

Le cours suivant est à conférer à l'Université de l'État à Liège :

« Physiologie générale et physiologie des animaux domestiques » (2e candidature en sciences vétérinaires, 56 1/4 h + 45 h; 3e candidature en sciences vétérinaires, 56 1/4 h + 45 h).

Les candidats sont priés de faire parvenir leur demande avec l'exposé de leurs titres en double exemplaire et par lettre recommandée, au Ministère de l'Éducation nationale et de la Culture française, direction générale de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Cité administrative de l'État, Bloc Arcades D (6e étage), 1010 Bruxelles, dans un délai de trente jours à dater de la publication de cet avis.

Les candidats sont priés d'envoyer une copie de la candidature qu'ils adressent au Ministre de l'Éducation nationale et de la Culture française, ainsi qu'un exemplaire de leurs publications à M. le recteur de l'Université de l'État à Liège, place du Vingt-Août 7, 4000 Liège.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

6 MARS 1985. — Circulaire relative à la loi du 11 décembre 1984 modifiant certaines dispositions du Code électoral et de la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales

A Messieurs les Gouverneurs de province,

Pour information :

A Messieurs les Commissaires d'arrondissement,

A Mesdames et Messieurs les Bourgmestres et Echevins,

Monsieur le Gouverneur,

En prévision des prochaines élections législatives, je voudrais par la présente attirer votre attention sur les modifications apportées par la loi du 11 décembre 1984 (*Moniteur belge* du 8 janvier 1985, pages 107-108) à certaines dispositions du Code électoral et de la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales.

Om tot de examens toegelaten te worden, moet de kandidaat volgende bescheiden overleggen :

1^o een attest van lichamelijke geschiktheid uitgereikt hetzij door de geneesheer van de inrichting waar de kandidaat zich voorbereidt, hetzij door een geneesheer van de Administratieve Gezondheidsdienst, en gesteld naar het model bepaald door het Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin, dat door het Bestuur van het secundair onderwijs op gewone aanvraag zal toegezonden worden;

2^o een getuigschrift van goed zedelijk gedrag;

3^o een uittreksel uit de geboorteakte;

4^o een door het gemeentebestuur voor eensluidend verklaard afschrift van zijn brevet van verpleegassistent(e), of ziekenhuisassistent(e) sinds ten minste één jaar behaald;

5^o een stageboek waaruit blijkt dat hij met vrucht ten minste zevenhonderd uren stage volbracht heeft na het behalen van zijn brevet van verpleegassistent(e) of ziekenhuisassistent(e), verpleegassistent(e) of ziekenhuisassistent(e) specialiteit psychiatrie;

6^o het gekozen programma, door het schoolbestuur voor eensluidend verklaard.

Er zal geen rekening gehouden worden met onvolledige bundels of laat ingediende inschrijvingen.

(De pers wordt verzocht dit bericht op te nemen.)

« MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE »

Rijksuniversiteit te Luik. — Te begeven betrekking

Bij de Rijksuniversiteit te Luik is de volgende cursus vacant :

« Algemene fysiologie en fysiologie van de huisdieren » (2e kandidatuur in de diergeneeskunde, 56 1/4 u. + 45 u.; 3e kandidatuur in de diergeneeskunde, 56 1/4 u. + 45 h).

De kandidaten worden verzocht hun aanvraag met opgave van hun bekwaamheidsbewijzen, in tweevoud en bij aangetekend schrijven, te richten aan het Ministerie van Nationale Opvoeding en Franse Cultuur, bestuur van het Hoger Onderwijs en het Wetenschappelijk Onderzoek, Rijksadministratief Centrum, Arkadengebouw D, 6e verdieping, 1010 Brussel, binnen dertig dagen te rekenen van de bekendmaking van dit bericht.

De kandidaten worden verzocht een afschrift van de aan het Ministerie van Nationale Opvoeding en Franse Cultuur gerichte kandidatuur alsmede een exemplaar van hun publicaties te sturen naar de rector van de Rijksuniversiteit te Luik, place du Vingt-Août 7, 4000 Liège.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN EN OPENBAAR AMBT

6 MAART 1985. — Rondschrijven betreffende de wet van 11 december 1984 tot wijziging van sommige bepalingen van het Kieswetboek en van de wet van 19 oktober 1921 tot regeling van de provincieraadsverkiezingen

Aan de heren provinciegouverneurs,

Ter kennisgeving :

Aan de heren arrondissementscommissarissen,

Aan de dames en heren Burgemeesters en Schepenen,

Mijnheer de Gouverneur,

Met het oog op de eerstkomende parlementsverkiezingen wens ik met deze uw aandacht te vestigen op de wijzigingen die door de wet van 11 december 1984 (*Belgisch Staatsblad* van 8 januari 1985, pp. 107-108) in sommige bepalingen van het Kieswetboek en van de wet van 19 oktober 1921, tot regeling van de provincieraadsverkiezingen zijn gebracht.

Cette loi du 11 décembre 1984 a essentiellement pour objet de mettre la législation électorale en concordance avec le prescrit des articles 51 et 55 de la Constitution, selon lequel le mandat des membres de la Chambre des Représentants et du Sénat est fixé à quatre années. L'application combinée des anciens articles 105 et 240 du Code électoral pouvait en effet donner lieu à des législatures considérablement allongées ou réduites par rapport à ce délai, suivant que la désignation des sénateurs cooptés intervenait en début ou en fin d'année.

En vertu de l'article 105 nouveau du Code électoral (article 1er de la loi du 11 décembre 1984), la référence au quatrième dimanche de mai pour la tenue de l'élection ordinaire est supprimée, la date à prendre en considération pour calculer le délai de quatre années à l'issue duquel doit prendre place la nouvelle élection étant celle à laquelle il a été procédé à la désignation des sénateurs cooptés lors de l'élection précédente. Ce n'est en effet que lorsque ces sénateurs ont été installés que les Chambres peuvent être considérées comme « intégralement renouvelées ». Sauf dissolution anticipée des assemblées législatives, les prochaines élections auront lieu, en application de cette nouvelle disposition, le dimanche 8 décembre 1985, soit le premier dimanche qui suit l'expiration d'un délai de quatre années à compter du 7 décembre 1981, date à laquelle est intervenue la désignation des sénateurs cooptés lors des dernières élections du 8 novembre 1981. Le nouveau texte détermine d'une part (§ 1er), la date à laquelle doit prendre place le renouvellement ordinaire des deux Chambres faisant suite à un autre renouvellement ordinaire de ces assemblées, et d'autre part (§ 2), celle à laquelle doit avoir lieu la première élection ordinaire faisant suite à une dissolution anticipée des deux Chambres ou de l'une d'elles. L'adjonction de ce § 2 justifie ainsi l'abrogation de l'article 240 du Code électoral (article 2 de la loi du 11 décembre 1984).

L'article 3 de la loi du 11 décembre 1984 modifie l'ensemble des dispositions du Code électoral qui se réfèrent à la date du 1er avril prévue à l'article 14 dudit Code pour l'établissement de la liste des électeurs. Cette date du 1er avril avait en effet été choisie en fonction de la date fixée par l'ancien article 105 pour la tenue de l'élection ordinaire (le quatrième dimanche de mai). La référence au mois de mai pour la tenue de cette élection étant supprimée (article 1er de la loi du 11 décembre 1984), la liste des électeurs devra désormais être dressée chaque année non plus à la date du 1er avril mais « le 1er du mois qui précède celui dans le cours duquel l'élection ordinaire doit avoir lieu en exécution de l'article 105 » (article 3, littéra a, de la loi du 11 décembre 1984). La date des prochaines élections étant fixée au 8 décembre de cette année, la liste des électeurs devra être dressée en 1985 à la date du 1er novembre. Avant de dresser cette liste, il appartiendra au Collège des bourgmestre et échevins, conformément à l'article 14, alinéa 1er nouveau, du Code électoral, d'inscrire au registre des électeurs les personnes qui atteindront l'âge de dix-huit ans au plus tard le 8 décembre 1985, ou dont la suspension des droits électoraux aura pris fin avant cette date, et qui, à la date du 1er novembre, réuniront les autres conditions de l'électorat, à savoir être Belge et compter six mois de domicile dans la commune (article 3, littéra b, de la loi du 11 décembre 1984).

Pour l'année 1986 et les années ultérieures, la date à laquelle la liste des électeurs devra être dressée ne pourra être déterminée que lorsqu'il aura été procédé à la désignation des sénateurs cooptés suite aux élections du 8 décembre prochain.

Les autres modifications, apportées au Code électoral par l'article 3 de la loi du 11 décembre 1984 appellent les commentaires ci-après :

1. Les lettres c et d dudit article 3 adaptent en fonction de ce qui précède l'article 14, alinéa 2, du Code électoral qui envisage l'hypothèse de la dissolution anticipée des Chambres par application des articles 71 ou 131 de la Constitution. Dans ce cas, la date de l'élection est fixée par un arrêté royal qui porte convocation des électeurs dans les quarante jours de la dissolution et des nouvelles chambres dans les deux mois. Si une telle hypothèse se réalise avant le 1er novembre 1985, les personnes qui atteindront l'âge de dix-huit ans au plus tard au jour de l'élection, ou dont la suspension des droits électoraux aura pris fin avant ce jour, et qui réuniront à la date de l'arrêté royal fixant la date des élections, les autres conditions de l'électorat (être Belge et compter six mois de domicile dans la commune), devront être inscrites au registre des électeurs à la date de l'arrêté royal susmentionné. Le Collège des bourgmestre et échevins devra par ailleurs dresser une liste complémentaire des

Die wet van 11 december 1984 strekt er voornamelijk toe de kieswetgeving in overeenstemming te brengen met het bepaalde in de artikelen 51 en 55 van de Grondwet, volgens hetwelk het mandaat van de leden van de Kamer van Volksvertegenwoordigers en van de Senaat op vier jaar is vastgesteld. De gecombineerde toepassing van de vroegere artikelen 105 en 240 van het Kieswetboek kon immers aanleiding geven tot aanzienlijk langere of kortere zittingstijden in vergelijking met die termijn, naargelang de gecoöpteerde senatoren bij het begin of op het einde van een jaar werden aangewezen.

Krachtens het nieuwe artikel 105 van het Kieswetboek (artikel 1 van de wet van 11 december 1984) vervalt de verwijzing naar de vierde zondag van mei voor het houden van de gewone verkiezing; de datum die in aanmerking dient te worden genomen voor de berekening van de termijn van vier jaar na afloop waarvan de nieuwe verkiezing moet plaatshebben is die waarop de gecoöpteerde senatoren werden aangewezen bij de vorige verkiezing. Het is immers pas wanneer die senatoren zijn geïnstalleerd dat de Kamers als « volledig vernieuwd » kunnen beschouwd worden. Behoudens vervroegde ontbinding van de wetgevende vergaderingen, zullen de eerstvolgende verkiezingen, met toepassing van deze nieuwe bepaling, plaatshebben op zondag 8 december 1985, d.i. de eerste zondag die volgt op het verstrijken van een termijn van vier jaar te rekenen vanaf 7 december 1981, op welke datum de gecoöpteerde senatoren zijn aangewezen bij de jongste verkiezingen van 8 november 1981. De nieuwe tekst bepaalt enerzijds (§ 1) de datum waarop de gewone vernieuwing van de twee Kamers na een andere gewone vernieuwing van die vergaderingen moet plaats hebben en anderzijds (§ 2), die waarop de eerste gewone verkiezing na een vervroegde ontbinding van de twee kamers of van één ervan dient te geschieden. De toevoeging van deze § 2 verantwoordt aldus de opheffing van artikel 240 van het Kieswetboek (artikel 2 van de wet van 11 december 1984).

Artikel 3 van de wet van 11 december 1984 wijzigt alle bepalingen van het Kieswetboek welke verwijzen naar de datum van 1 april gesteld in artikel 14 van genoemd Wetboek voor het opmaken van de lijst van de kiezers. Die datum van 1 april was immers gekozen rekening houdend met de datum vastgesteld door het vroeger artikel 105 voor het houden van de gewone verkiezing (de vierde zondag van mei). Daar verwijzing naar de maand mei voor het houden van die verkiezing vervalt (artikel 1 van de wet van 11 december 1984), moet de lijst van de kiezers voortaan elk jaar worden opgemaakt niet meer op de datum van 1 april maar « op de eerste dag van de maand voor die waarin de gewone verkiezing plaats moet hebben ter uitvoering van artikel 105 » (artikel 3, littéra a, van de wet van 11 december 1984). Daar de datum van de eerstvolgende verkiezingen is vastgesteld op 8 december van dit jaar, moet de lijst van de kiezers in 1985 op 1 november worden opgemaakt. Alvorens die lijst wordt opgemaakt, moet het college van burgemeester en schepenen, overeenkomstig artikel 14, nieuw eerste lid, van het Kieswetboek, in het kiezersregister de personen inschrijven die ten laatste op 8 december 1985 de leeftijd van achttien jaar zullen bereiken of wier schorsing van kiesrecht vóór die dag een einde zal nemen en op 1 november, de andere kiesbevoegdheidsvoorwaarden zullen vervullen, te weten Belg zijn en sedert ten minste zes maanden hun woonplaats hebben in de gemeente (artikel 3, littéra b, van de wet van 11 december 1984).

Voor het jaar 1986 en de volgende jaren kan de datum waarop de lijst van de kiezers moet opgemaakt worden, pas worden vastgesteld als de gecoöpteerde senatoren na de verkiezingen van 8 december e.k. zullen zijn aangewezen.

De andere wijzigingen die door artikel 3 van de wet van 11 december 1984 in het Kieswetboek zijn aangebracht, vergen de volgende toelichtingen :

1. In samenhang met wat voorafgaat behelzen de letters c en d van vermeld artikel 3 aanpassingen van artikel 14, tweede lid, van het Kieswetboek dat handelt over de vervroegde ontbinding van de Kamers met toepassing van de artikelen 71 of 131 van de Grondwet. In dat geval wordt de datum van de verkiezing vastgesteld bij een koninklijk besluit tot oproeping van de kiezers binnen veertig dagen na de ontbinding en tot bijeenroeping van de Kamers binnen twee maanden. Als de ontbinding zich voordoet vóór 1 november 1985, moeten de personen die ten laatste op de dag van de verkiezing de leeftijd van achttien jaar zullen bereiken of wier schorsing van kiesrecht vóór die dag een einde zal genomen hebben en die op de datum van het koninklijk besluit tot vaststelling van de datum der verkiezingen de andere kiesbevoegdheidsvoorwaarden zullen vervullen (Belg zijn en zes maanden hun woonplaats hebben in de gemeente), in het kiezersregister ingeschreven worden op de dag

personnes qui depuis le 1er avril 1984 jusqu'à la date de l'arrêté royal susmentionné, auront été inscrites au registre des électeurs. Enfin, de la liste dressée le 1er avril 1984, devront être rayés les électeurs qui depuis cette date, auront été rayés du registre des électeurs.

2. Aux termes de l'article 15 nouveau du Code électoral (litteras e, f, g et h de l'article 3 de la loi du 11 décembre 1984) :

— L'envoi au commissaire d'arrondissement des deux exemplaires de la liste des électeurs doit intervenir chaque année non plus à la date du 1er juin, mais au plus tard « le 1er du mois qui suit celui dans le cours duquel l'élection ordinaire doit avoir lieu en exécution de l'article 105 ». Pour l'année 1986 et les années ultérieures, la date de cet envoi annuel ne pourra être déterminée que lorsqu'il aura été procédé à la désignation des sénateurs cooptés suite aux élections du 8 décembre prochain. Pour ce qui est de l'année 1985, il y a lieu de se référer à l'alinéa 2 nouveau de l'article 15 du Code électoral (« L'année des élections ordinaires ») : l'envoi dont question devra intervenir au plus tard « le 15 du mois qui précède celui dans le cours duquel l'élection doit avoir lieu en exécution de l'article 105 », à savoir au plus tard le 15 novembre 1985.

— En cas de dissolution anticipée des Chambres, l'administration communale doit envoyer au commissaire d'arrondissement deux exemplaires de la liste complémentaire dont il a été question ci-dessus au point 1, immédiatement après qu'elle ait été faite, ainsi que deux exemplaires d'une liste — celle-ci est également visée ci-dessus au point 1 — mentionnant les électeurs qui depuis la date à laquelle la liste des électeurs a été dressée, ont été rayés du registre des électeurs. Si des élections anticipées ont lieu avant le 1er novembre 1985, ces deux listes devront être établies par référence à la liste des électeurs dressée à la date du 1er avril 1984.

3. Aux termes de l'article 16 nouveau du Code électoral (article 3, lettre i, de la loi du 11 décembre 1984), l'avis que le Collège des bourgmestres et échevins doit publier chaque année pour porter à la connaissance des citoyens que chacun peut à tout moment obtenir des renseignements au secrétariat de la commune afin de vérifier si lui-même ou toute autre personne est correctement mentionné au registre des électeurs, devra être affiché non plus « pendant le mois d'avril », mais « durant le mois qui précède celui dans le cours duquel l'élection ordinaire doit avoir lieu en exécution de l'article 105 ». L'époque de la publication de cet avis ne pourra être déterminée, pour l'année 1986 et les années ultérieures, que lorsqu'il aura été procédé à la désignation des sénateurs cooptés suite aux élections du 8 décembre prochain. Pour ce qui est de l'année 1985, cette publication devra avoir lieu durant le mois de novembre.

4. Aux termes de l'article 17 nouveau du Code électoral (article 3, lettre j, de la loi du 11 décembre 1984), les demandes tendant à obtenir des exemplaires ou copies de la liste des électeurs doivent être introduites, soit par lettre recommandée adressée au bourgmestre, soit pour ceux qui agissent au nom d'un parti politique, à l'intervention du commissaire d'arrondissement, au plus tard « le 15 du deuxième mois qui précède celui dans le cours duquel l'élection ordinaire doit avoir lieu en exécution de l'article 105 ». Pour l'année 1986 et les années ultérieures, la date à laquelle ces demandes devront être introduites au plus tard ne pourra être déterminée que lorsqu'il aura été procédé à la désignation des sénateurs cooptés suite aux élections du 8 décembre prochain. Pour ce qui est de l'année 1985, la date extrême à prendre en considération est celle du 15 octobre.

5. Aux termes du § 12 nouveau de l'article 95 du Code électoral (article 3, lettre k, de la loi du 11 décembre 1984), c'est non plus « dans le courant du mois de mars » mais « durant le deuxième mois qui précède celui dans le cours duquel l'élection ordinaire doit avoir lieu en exécution de l'article 105 » que les institutions et organismes auxquels sont attachées les personnes susceptibles d'être désignées en qualité de président d'un bureau de vote ou de dépouillement ou d'assesseur d'un bureau de dépouillement sont tenus de communiquer chaque année aux administrations communales les modifications à apporter à la liste de ces personnes. Pour l'année 1986 et les années ultérieures, le mois durant lequel cette communication devra intervenir ne pourra être déterminé que lorsqu'il aura été procédé à la désignation des sénateurs cooptés suite aux élections du 8 décembre prochain. Pour ce qui est de l'année 1985, il y a lieu de se référer au § 12, alinéa 2, de l'article 95 du Code électoral : il appartiendra au Collège des bourgmestres et échevins, sur base des informations qui lui auront été communiquées dans le courant du mois d'octobre, de

van bovenvermeld koninklijk besluit. Het college van burgemeester en schepenen moet voorts een aanvullende lijst opmaken van de personen die sinds 1 april 1984 tot op de datum van bovenvermeld koninklijk besluit in het kiezersregister zullen zijn ingeschreven. Ten slotte moeten van de op 1 april 1984 opgemaakte lijst worden afgevoerd de kiezers die sinds die datum van het kiezersregister afgevoerd zullen zijn.

2. Naar luid van het nieuw artikel 15 van het Kieswetboek (litteras e, f, g en h van artikel 3 van de wet van 11 december 1984) :

— Geschiedt de toezending ieder jaar van twee exemplaren van de lijst van de kiezers aan de arrondissementscommissaris niet meer op 1 juni, maar « ieder jaar, uiterlijk de eerste van de maand na die waarin de gewone verkiezing plaats moet hebben ter uitvoering van artikel 105 ». Voor het jaar 1986 en de volgende jaren kan de datum van die jaarlijkse toezending pas worden vastgesteld als de gecoöpteerde senatoren na de verkiezing van 8 december e.k. zullen zijn aangewezen. Voor het jaar 1985 dient men zich te houden aan het nieuwe tweede lid van artikel 15 van het Kieswetboek (« in het jaar van gewone verkiezingen ») : bedoelde verzending heeft plaats « uiterlijk op de 15e van de maand voor die waarin de verkiezing plaats moet hebben ter uitvoering van artikel 105 », te weten uiterlijk op 15 november 1985.

— Bij vervroegde ontbinding van de Kamers verzendt het gemeentebestuur aan de arrondissementscommissaris twee exemplaren van de aanvullende lijst waarvan hierboven sprake is in punt 1, onmiddellijk nadat zij is opgemaakt alsook twee exemplaren van een lijst — deze is eveneens vermeld in punt 1 hierboven — van de kiezers die, sedert de datum waarop de lijst van de kiezers is opgemaakt, uit het kiezersregister werden afgevoerd. Indien vervroegde verkiezingen plaatshebben vóór 1 november 1985, dienen die twee lijsten te worden opgemaakt aan de hand van de lijst van de kiezers die op 1 april 1984 is opgemaakt.

3. Naar luid van het nieuw artikel 16 van het Kieswetboek (artikel 3, letter i, van de wet van 11 december 1984), moet het bericht dat het college van burgemeester en schepenen elk jaar publiceert om ter kennis van de burgers te brengen dat eenieder steeds op de gemeentesecretarie inlichtingen uit het kiezersregister kan verkrijgen waaruit hij kan opmaken of hij zelf of een ander er al dan niet behoorlijk is in opgenomen, niet meer « tijdens de maand april » aangeplakt worden maar wel « tijdens de maand voor die waarin de gewone verkiezing plaats moet hebben ter uitvoering van artikel 105 ». De periode voor publikatie van dat bericht zal voor het jaar 1986 en de volgende jaren pas kunnen worden vastgesteld als de gecoöpteerde senatoren zullen zijn aangewezen na de verkiezingen van 8 december e.k. Voor het jaar 1985 moet die publikatie tijdens de maand november plaatshebben.

4. Naar luid van het nieuw artikel 17 van het Kieswetboek (artikel 3, letter j, van de wet van 11 december 1984) moeten de aanvragen tot het verkrijgen van exemplaren of afschriften van de lijsten van kiezers worden ingediend, hetzij bij aangetekend schrijven aan de burgemeester, hetzij voor degenen die in naam van een politieke partij optreden, door tussenkomst van de arrondissementscommissaris, uiterlijk « de 15e van de tweede maand voor die waarin de gewone verkiezing plaats moet hebben ter uitvoering van artikel 105 ». Voor het jaar 1986 en de volgende jaren kan de datum waarop die aanvragen uiterlijk moeten worden ingediend, pas worden vastgesteld als de gecoöpteerde senatoren zullen zijn aangewezen na de verkiezingen van 8 december e.k. Voor het jaar 1985 is de uiterste datum daarvoor 15 oktober.

5. Naar luid van de nieuwe § 12 van artikel 95 van het Kieswetboek (artikel 3, letter k, van de wet van 11 december 1984) is het niet meer « in de loop van de maand maart » maar « in de loop van de tweede maand voor die waarin de gewone verkiezing plaats moet hebben ter uitvoering van artikel 105 » dat de instellingen en organen waaraan de personen verbonden zijn die als voorzitter van een stembureau of van een stemopnemingsbureau of als bijzitter van een stemopnemingsbureau kunnen worden aangewezen, gehouden zijn elk jaar aan de gemeentebesturen kennis te geven van de in de lijst van die personen aan te brengen wijzigingen.

Voor het jaar 1986 en de volgende jaren kan de maand tijdens welke die kennisgeving moet geschieden pas worden vastgesteld als de gecoöpteerde senatoren zullen zijn aangewezen na de verkiezingen van 8 december e.k. Voor het jaar 1985 dient men zich te houden aan § 12, tweede lid, van artikel 95 van het Kieswetboek : het college van burgemeester en schepenen moet, op basis van de inlichtingen die in de loop van de maand oktober aan het college zijn medege-

dresser immédiatement la liste de ces personnes et de la transmettre au président du bureau principal de canton, afin de permettre à celui-ci de procéder aux désignations que la loi lui confie (cfr. article 95, § 4, du Code électoral).

6. Aux termes du § 13 nouveau de l'article 95 du Code électoral (article 3, lettre 1, de la loi du 11 décembre 1984), c'est non plus « avant le mois d'avril » mais « durant le deuxième mois qui précède celui dans le cours duquel l'élection ordinaire doit avoir lieu en exécution de l'article 105 » que le Collège des bourgmestre et échevins est tenu de dresser chaque année la liste des électeurs susceptibles d'être désignés, conformément au § 9 dudit article 95, en qualité d'assesseur d'un bureau de vote. Pour l'année 1986 et les années ultérieures, le mois durant lequel cette liste devra être dressée ne pourra être déterminé que lorsqu'il aura été procédé à la désignation des sénateurs cooptés suite aux élections du 8 décembre prochain. Pour ce qui est de l'année 1985, le mois à prendre en considération est celui d'octobre. Il importe toutefois d'observer que ladite liste ne pourra être arrêtée définitivement que postérieurement au 1er novembre, de façon qu'il puisse être tenu compte de la liste des électeurs qui aura été dressée à cette date.

7. Aux termes de l'article 107, alinéa 4, point 1 nouveau du Code électoral (article 3, lettre m, de la loi du 11 décembre 1984), doivent être convoqués aux élections, si celles-ci ont lieu à la date fixée par l'article 105 nouveau (l'hypothèse à prendre en considération est donc celle où les élections ont lieu le 8 décembre 1985) les électeurs inscrits au registre des électeurs à la date visée à l'article 14, alinéa 1er, c'est-à-dire à la date du 1er novembre 1985, ainsi que ceux qui entre cette date et la date de l'élection (8 décembre 1985), auront été inscrits au registre des électeurs suite à une décision du Collège des bourgmestre et échevins ou un arrêt de la Cour d'appel.

Enfin, l'article 4 de la loi du 11 décembre 1984 a pour objet d'adapter le prescrit de l'article 29 de la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales au nouveau libellé de l'article 105 du Code électoral.

L'article 29 de cette loi du 19 octobre 1921 traite de la date à laquelle a lieu la réunion ordinaire des électeurs à l'effet de pourvoir au renouvellement intégral des conseils provinciaux. L'élection provinciale a lieu en principe tous les quatre ans.

Il convient toutefois d'observer que bien qu'aux termes de l'article 56quater de la Constitution, le Roi n'ait pas l'obligation de dissoudre les conseils provinciaux en cas de dissolution du Sénat (ou des deux Chambres simultanément), ces conseils sont pratiquement toujours dissous lorsqu'une dissolution anticipée des Chambres intervient.

Aux termes du § 1er de l'article 29 nouveau de la loi organique des élections provinciales, la réunion ordinaire des collèges électoraux à l'effet de pourvoir au renouvellement intégral des conseils provinciaux a lieu à la date fixée en exécution de l'article 105 nouveau du Code électoral, lorsque ce renouvellement coïncide avec celui du Sénat.

Le § 1er susvisé se réfère dès lors à deux hypothèses, à savoir d'une part, le renouvellement ordinaire des conseils provinciaux, coïncidant avec celui du Sénat, et faisant suite à un autre renouvellement ordinaire de ces assemblées, et d'autre part, le premier renouvellement ordinaire des conseils provinciaux, coïncidant avec celui du Sénat, et faisant suite à un renouvellement extraordinaire de ces assemblées.

Le § 2 traite quant à lui du renouvellement des conseils provinciaux lorsqu'il ne coïncide pas avec celui du Sénat. Comme rappelé ci-dessus, le Roi peut parfaitement ne pas dissoudre les conseils provinciaux en cas de dissolution du Sénat (ou des deux Chambres simultanément). Dans ce cas, la date du premier renouvellement ordinaire du Sénat (ou des deux Chambres) sera fixée conformément à l'article 105, § 2 nouveau du Code électoral, tandis que la réunion ordinaire des collèges électoraux à l'effet de pourvoir au renouvellement intégral des conseils provinciaux aura lieu le premier dimanche suivant l'expiration d'un délai de quatre années à compter de la date à laquelle il aura été procédé à l'élection provinciale précédente.

Je vous prie, Monsieur le Gouverneur, de bien vouloir porter la présente circulaire à la connaissance des communes par voie de publication au Mémorial administratif.

Bruxelles, le 6 mars 1985.

Le Ministre,
Ch.-F. Nothomb.

deeld, onmiddellijk de lijst van die personen opmaken en ze overzenden aan de voorzitter van het kantonhoofdbureau om deze in staat te stellen over te gaan tot de aanwijzingen waarmee het door de wet is belast (cfr. art. 95, § 4, van het Kieswetboek).

6. Naar luid van de nieuwe § 13 van artikel 95 van het Kieswetboek (artikel 3, letter 1, van de wet van 11 december 1984) is het niet meer « voor de maand april » maar « in de loop van de tweede maand voor die waarin de gewone verkiezing plaats moet hebben ter uitvoering van artikel 105 » dat het college van burgemeester en schepenen elk jaar de lijst moet opmaken van de kiezers die overeenkomstig § 9 van bedoeld artikel 95 kunnen worden aangewezen als bijzitter van een stembureau. Voor het jaar 1986 en de volgende jaren kan de maand tijdens welke die lijst moet worden opgemaakt, pas worden vastgesteld als de gecoöpteerde senatoren zullen zijn aangewezen na de verkiezingen van 8 december e.k. Voor het jaar 1985 is oktober de in aanmerking te nemen maand. Het is evenwel nodig op te merken dat vermelde lijst pas definitief kan worden afgesloten na 1 november ten einde rekening te kunnen houden met de lijst van de kiezers die op die datum zal zijn opgemaakt.

7. Naar luid van artikel 107, vierde lid, nieuw punt 1 van het Kieswetboek (artikel 3, letter m, van de wet van 11 december 1984), moeten voor de verkiezing worden opgeroepen, ingeval deze plaatsheeft op de datum bepaald bij het nieuw artikel 105 (de in aanmerking te nemen hypothese is dus die waarin de verkiezingen plaatshebben op 8 december 1985), de kiezers die op de datum bedoeld in artikel 14, eerste lid, d.w.z. 1 november 1985, in het kiezersregister zijn ingeschreven, alsmede degenen die tussen die datum en de datum van de verkiezing (8 december 1985) in het kiezersregister zijn ingeschreven ingevolge een beslissing van het college van burgemeester en schepenen of een arrest van het Hof van beroep.

Artikel 4 van de wet van 11 december 1984 tenslotte strekt ertoe het bepaalde in artikel 29 van de wet van 19 oktober 1921 tot regeling van de provincieraadsverkiezingen aan te passen aan de nieuwe tekst van artikel 105 van het Kieswetboek.

Artikel 29 van die wet van 19 oktober 1921 handelt over de datum waarop de gewone bijeenroeping van de kiezers plaatsheeft om tot algehele vernieuwing van de provincieraden over te gaan. De provincieraadsverkiezing heeft in beginsel om de vier jaar plaats.

Er moet evenwel worden opgemerkt dat ofschoon de Koning volgens de bewoordingen van artikel 56quater van de Grondwet niet gehouden is de provincieraden te ontbinden in geval van ontbinding van de Senaat (of gelijktijdig van de beide Kamers), die raden praktisch altijd worden ontbonden als een vervroegde ontbinding van de Kamers plaatsheeft.

Naar luid van § 1 van het nieuw artikel 29 van de wet tot regeling van de provincieraadsverkiezingen, heeft de gewone vergadering van de kiescolleges voor de algehele vernieuwing van de provincieraden plaats op de datum vastgesteld ter uitvoering van het nieuw artikel 105 van het Kieswetboek indien die vernieuwing samenvalt met die van de Senaat.

Bedoelde § 1 behelst derhalve twee hypothesen, te weten enerzijds, de gewone vernieuwing van de provincieraden die samenvalt met die van de Senaat en volgend op een andere gewone vernieuwing van die vergaderingen en, anderzijds, de eerste gewone vernieuwing van de provincieraden die samenvalt met die van de Senaat en volgend op een buitengewone vernieuwing van die vergaderingen.

§ 2 handelt over de vernieuwing van de provincieraden als ze niet samenvalt met die van de Senaat. Zoals hierboven in herinnering is gebracht is het zeer goed mogelijk dat de Koning de provincieraden niet ontbindt in geval van ontbinding van de Senaat (of gelijktijdig van de beide Kamers). In dat geval wordt de datum van de eerste gewone vernieuwing van de Senaat (of van de beide Kamers) vastgesteld overeenkomstig artikel 105, nieuwe § 2 van het Kieswetboek, terwijl de gewone vergadering van de kiescolleges tot algehele vernieuwing van de provincieraden plaatsheeft op de eerste zondag volgend op het verstrijken van een termijn van vier jaar te rekenen vanaf de datum waarop de vorige provincieraadsverkiezing heeft plaatsgehad.

U gelieve, Mijnheer de Gouverneur, deze omzendbrief bij wege van het provincieblad ter kennis van de gemeenten te brengen.

Brussel, 6 maart 1985.

De Minister,
Ch.-F. Nothomb.